



Nations Unies

Communiqué de presse

Conférence de presse

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

CONFÉRENCE DE PRESSE CONJOINTE DE REPRÉSENTANTS D'ONG SUR LA SITUATION À GAZA

Des représentants d'organisations non gouvernementales (ONG), opérant dans la bande de Gaza et à Jérusalem, ont fait le point, au Siège de l'ONU à New York, sur la situation humanitaire dans la bande de Gaza, 12 jours après le début de l'offensive israélienne. Ils ont notamment expliqué comment leurs équipes avaient commencé de s'adapter à la trêve quotidienne de trois heures accordée par Israël, pour faciliter l'acheminement de l'aide et la conduite des opérations humanitaires.

Joint par téléphone depuis la ville de Gaza, un membre de l'équipe médicale de « CARE International » a indiqué, d'emblée, que le coup de force israélien constituait le point d'orgue de plus de 18 mois du blocus dans ce territoire. Il a souligné que les équipements médicaux et les médicaments manquaient cruellement dans des hôpitaux, désormais débordés. Depuis six jours, les coupures d'électricité résultant des pénuries de carburant rendent le travail du personnel médical particulièrement délicat, le fonctionnement des hôpitaux de Gaza dépendant, pendant l'essentiel de la journée, de générateurs, a indiqué le représentant de « CARE International ».

Évoquant la vie quotidienne dans la ville de Gaza, il a déclaré que le fait que les marchés étaient quasi vides, et que l'obscurité régnait plusieurs heures par jour, avait pour conséquence « terrible » de saper le moral des populations, en particulier des femmes. « Ces dernières sont en proie à de véritables états de panique », a-t-il lancé. Concernant le cessez-le-feu de trois heures par jour autorisé par Israël, il a estimé que les effets positifs de cette mesure se feraient sentir dans les jours à venir. « Pour l'heure, tout le monde sur place s'accorde à dire que trois heures par jour ne suffisent pas pour travailler dans des conditions décentes, sachant que l'accès à l'intérieur de la ville de Gaza reste très compliqué, et que ce laps de temps ne suffit pas pour évacuer certains blessés. » Le représentant de « CARE International » a cependant noté que, pendant la trêve, un calme relatif avait permis aujourd'hui à la population de Gaza de sortir acheter du pain ou se rendre à l'hôpital sans trop de crainte.

Le représentant d'« Oxfam », qui intervenait par téléphone depuis Jérusalem, a estimé, quant à lui, qu'un cessez-le-feu, aussi bref, était « inutile ». Il a estimé, lui aussi, que la crise actuelle venait parachever le « châtement collectif » infligé depuis plus d'un an et demi par Israël aux habitants de Gaza. « Pendant tout ce temps, Israël s'est contenté de tolérer une politique humanitaire minimale, dès les premiers mois du blocus qui ont été marqués, entre autres, par la fermeture de nombreuses entreprises et des pertes massives d'emplois », a-t-il dit.

Il a qualifié d'étranglement économique la politique menée par les autorités israéliennes à l'égard de Gaza, qui subit de plein fouet les effets d'un chômage touchant 50% de la population, l'un des taux les plus élevés au monde. « Quatre-vingts pour cent de la population de Gaza dépendent directement de l'aide alimentaire internationale et, pour vous donner un ordre d'idées, les trois quarts de leurs revenus sont consacrés à l'achat de nourriture », a renchéri l'intervenant. Il a ajouté que les restrictions israéliennes s'étendaient à l'éducation, les écoles étant dépourvues de papier et de cahiers. Il a déclaré que le blocus n'avait rien changé, « le Hamas contrôlant toujours Gaza ».

La représentante de « Human Rights Watch » a, pour sa part, attiré l'attention sur les violations du droit international par Israël. « En tant que puissance occupante, ce pays doit honorer ses obligations, notamment la protection des civils dont on estime, depuis le lancement des attaques au sol, qu'ils représentent, à ce stade, près de 45% des victimes de la guerre de Gaza », a-t-elle dit. Elle a également sommé l'Égypte, qu'elle a qualifiée de « complice de la crise humanitaire » dans la zone, d'ouvrir sans condition le point de passage de Rafah, et d'accueillir comme il se doit tous les réfugiés. Revenant sur le bombardement israélien, hier, de trois écoles gérées par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), elle a fait savoir que selon des témoins interrogés par son organisation et par l'UNRWA, il n'y avait aucune activité militaire dans ces zones au moment des frappes ayant coûté la vie à des dizaines d'innocents, « contrairement à ce que prétend Israël ».

Répondant aux questions des journalistes, l'intervenante a indiqué que « Human Rights Watch » s'efforçait, en liaison avec d'autres agences sur place, de déterminer qui, parmi les victimes, doit être identifié comme combattant ou comme civil, sachant que, du point de vue du droit, seuls les combattants prenant part aux hostilités peuvent être la cible d'attaques. « Dans le cas des femmes et des enfants de moins de 10 ans, nous assumons qu'il s'agit de civils, a-t-elle dit, même si nous enquêtons auprès des proches pour en être sûr. » Elle a ajouté que les policiers qu'Israël présente comme des militants du Hamas étaient le plus souvent des policiers ordinaires. « Nous en voulons pour preuve que chaque véritable militant abattu fait l'objet de funérailles très ritualisées et ostentatoires, or ces cérémonies sont actuellement peu nombreuses », a-t-elle précisé. Elle a estimé qu'il était impossible de se fier seulement aux versions des faits fournies par les autorités israéliennes. Demandant l'ouverture du territoire de Gaza aux médias étrangers, elle a indiqué que son organisation et d'autres allaient demander aux Nations Unies le lancement d'enquêtes sur les violations du droit international par Israël dans la bande de Gaza depuis le début de son offensive, cela pour que soit « mis fin à l'impunité de ce pays comme celle dont jouissent les acteurs du conflit dans la région ».

Un dernier conférencier, responsable des communications de « World Vision International », a mis en relief la nécessité que la résolution que le Conseil de sécurité avait prévu d'adopter, aujourd'hui, comporte un volet sur la protection des droits des enfants. « Les enfants forment la majorité de la population de Gaza, a-t-il dit, précisant qu'ils sont les êtres les plus vulnérables, les plus exposés aux traumatismes et aux troubles psychosomatiques causés par les violences. Dans le contexte de la crise actuelle, ils n'ont nulle part où aller et, devant la gravité de la situation, certains ont comme perdu le sens des réalités. » Avec les autres représentants d'ONG présents lors de cette conférence de presse, il a appelé la communauté internationale à instaurer un cessez-le-feu complet et durable.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel